

ÉDUCATION

Belloubet évacue les groupes de niveau d'Attal **PAGE 4**

POLITIQUE

À l'Éducation nationale, Nicole Belloubet évacue les « groupes de niveau » de Gabriel Attal

Caroline Beyer

Chargée de mettre en œuvre le « choc des savoirs », la ministre lutte pied à pied pour imposer sa vision.

Mais qui est le ministre de l'Éducation ? La question se pose, lancinante, depuis qu'Emmanuel Macron a déclaré, en août 2023, que l'école faisait « partie du domaine réservé du président ». Pour ajouter au trouble, l'ex-ministre de l'Éducation et actuel premier ministre ne cesse d'affirmer qu'il a emmené avec lui à Matignon « la cause de l'école ». « Parler d'école permet d'exister et de gagner en notoriété. L'éducation est un sujet clivant et qui intéresse tout le monde », résume l'historien de l'éducation Claude Lelièvre.

La semaine dernière a ressemblé à une guerre de positions entre Gabriel Attal et sa ministre de l'Éducation, Nicole Belloubet, sur le « choc des savoirs » et les « groupes de niveau ». Le premier, à travers cette réforme, voulait « sortir du collège unique ». La seconde refuse « le tri social ». De part et d'autre, on réfute l'idée d'une bataille de pouvoir entre les deux. « Ils ne sont pas de la même génération, ils n'ont pas la même culture politique, mais ce n'est pas pour ça qu'ils ne se comprennent pas », affirme-t-on dans l'entourage de Gabriel Attal. « Ils n'ont pas le même vocabulaire, réplique-t-on, en écho, dans celui de Nicole Belloubet. Tous les ingrédients sont réunis pour en faire une histoire politique, mais il n'y a pas de "match". »

Il n'empêche, le ping-pong sémantique pour qualifier ces « groupes » d'élèves de sixième et de cinquième, qui se mettront en place à la rentrée

prochaine en maths et en français, en dit long sur la bataille politique et syndicale à l'œuvre, ainsi que les ambitions des deux ministres. « Attal et Belloubet, c'est le mariage de la carpe et du lapin. Sauf qu'à la fin, ni l'un ni l'autre ne payera les pots cassés, lâche un syndicaliste. Le 1^{er} septembre, les profs ne se demanderont pas qui est le vrai ministre de l'Éducation, mais comment il est possible de gérer des emplois du temps intenable et des groupes d'élèves qui changent tous les trois mois », poursuit-il, échaudé par la séquence purement politique de la semaine dernière sur le « choc des savoirs », cette réforme aux élans conservateurs lancée début décembre par Gabriel Attal, lorsqu'il fut éphémère ministre de l'Éducation.

D'un côté, le jeune premier ministre qui n'entend pas être déjugé dans le domaine où son esprit de décision lui a valu sa grande popularité. De l'autre, Nicole Belloubet, 68 ans, sortie du chapeau par l'exécutif pour ramener un peu de stabilité à l'Éducation nationale - où quatre ministres se sont succédé en 21 mois - est une femme de gauche et de conviction. La passe d'arme s'est jouée sur le terrain sémantique, sur fond idéologique.

Début décembre, au lendemain du classement Pisa, Gabriel Attal annonçait la mise en place de « groupes de niveau » en français et en maths au collège pour la rentrée 2024. Nicole Belloubet, qui depuis son arrivée Rue de Grenelle, s'est toujours gardée d'utiliser l'expression, lui préférant celle de « groupes de besoin », avait annoncé le 7 mars des assouplissements, avec des

temps possibles en « classe entière ». Rétropédalage ? En bonne machine à communiquer, le premier ministre a sorti l'artillerie lourde la semaine dernière pour occuper le terrain éducatif. « Qu'importe le nom, pourvu qu'il y ait la mesure. Pour ma part, je trouve le nom groupe de niveau plus clair pour les Français : adapter l'enseignement du français et des mathématiques aux besoins de chaque élève pour faire progresser le niveau général », a-t-il expliqué le 13 mars, dans une interview à l'AFP entièrement consacrée à l'éducation. Le lendemain, il animait aux côtés de Nicole Belloubet une visioconférence avec les chefs d'établissement sur le choc des savoirs et sa mesure phare, les fameux groupes.

À coups de civilités fortement appuyées, les deux ministres ont affiché un front uni. Nicole Belloubet s'est dite « en plein accord avec le premier ministre ». « On est assez raccord sur la mesure », a martelé Gabriel Attal. Mais derrière cette façade, « c'est à une vraie bataille d'influence que se sont livrés les cabinets des deux ministres », rapporte un proche du dossier. C'était ubuesque. Depuis le début, Nicole Belloubet a compris que les personnels étaient très majoritairement opposés aux groupes de niveau. Elle l'est d'ailleurs aussi. » Depuis des semaines, les syndicats dénoncent en effet, à travers cette mesure, le « tri social » à l'œuvre. « Après cette visioconférence, la bataille autour des mots a continué toute la soirée, poursuit cette source. En gros, Belloubet a dit : "C'est sans le mot niveau, ou c'est sans moi". »

L'arrêté paru le 17 mars n'a pas retenu le terme. Ces groupes seront



« constitués en fonction des besoins des élèves identifiés par les professeurs », explique le texte. Il précise que « les groupes des élèves les plus en difficulté » bénéficieront d'« effectifs réduits ». Il indique aussi que, « par dérogation », les élèves pourront être regroupés sur « une à dix semaines dans l'année ».

« Il n'a jamais été question de démission, assène un conseiller gouvernemental. Si le premier ministre avait tenu au mot "niveau", il serait dans l'arrêté. Il faut arrêter ces querelles. Quel que soit le terme employé, la mesure va se mettre en place. Il va falloir rassurer les personnels. Ce sera le job de la ministre de l'Éducation », ajoute-t-on. Vaste mission quand on sait les contraintes induites dans les collèges par cette réforme et l'insuffisance des moyens mis sur la table, en heures et en professeurs. « La coupe budgétaire dans l'Éducation nationale est entérinée depuis février, rappelle un chef d'établissement. Ces groupes de niveau sont une vaste opération de communication politique. » « Tout ça pour ça ! Pourtant, l'idée de départ était bonne, regrette Jean-Rémi Girard, au Snalc, seul syndicat à avoir soutenu la mise en place de groupes de niveau. Quant à la querelle sur les mots, elle est selon lui absurde. « Quand on a des "besoins", c'est qu'on n'a pas le "niveau", résume-t-il. Le mot niveau avait le mérite d'être clair pour le commun des mortels. »

Dans la foulée de la publication de l'arrêté, Gabriel Attal, lui, a salué sur le réseau social X, l'arrivée prochaine des « groupes de niveau »... « Il joue son image politique, celle du type qui ne lâche pas, qui a de fortes convictions, observe un chef d'établissement. L'opinion publique gardera cela en tête, même si sur le terrain, la mesure ne se concrétise pas », ajoute-t-il, amer. « C'est une bonne séquence de communication pour Attal, conclut l'historien de l'éducation Claude Lelièvre. Parler de "niveau", c'est populaire. Mais l'éducation est un terrain risqué. Les choses reviennent souvent en boomerang. » ■

« Le 1^{er} septembre, les profs ne se demanderont pas qui est le vrai ministre de l'Éducation, mais comment il est possible de gérer des emplois du temps intenable et des groupes d'élèves qui changent tous les trois mois »

Un syndicaliste

« Si le premier ministre avait tenu au mot "niveau", il serait dans l'arrêté. Il faut arrêter ces querelles. Quel que soit le terme employé, la mesure va se mettre en place. Il va falloir rassurer les personnels. Ce sera le job de la ministre de l'Éducation »

Un conseiller gouvernemental



La ministre de l'Éducation nationale, Nicole Belloubet, et le premier ministre, Gabriel Attal, lors de la séance de questions au gouvernement, le 12 mars à l'Assemblée nationale. JACQUES WITT/SIPA

